
Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17489>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 259-262

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Marc Olivier Baruch, « Histoire politique de l'administration », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17489>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch

Marc Olivier Baruch, *directeur d'études*

1. Administrations et dictatures (avec Jean-Yves Dormagen, *maître de conférences à l'Université Paris-I*)

- 1 POURSUIVANT son analyse sociopolitique des pratiques administratives en dictature au cours du XX^e siècle, le séminaire a orienté ses travaux selon trois axes. Il s'est d'abord agi de prendre connaissance de dispositifs administratifs mis en place au sein de régimes dictatoriaux non traités jusque-là. L'analyse de trois cas non abordés jusqu'ici au cours du séminaire – le Mexique sonoreste des années 1920 et 1930 (Gilles Bataillon), l'Argentine dirigée par des juntas militaires entre 1976 et 1983 (Gabriel Peries) ou l'actuelle Tunisie du président Ben Ali (Michel Camau) – a permis de mettre en évidence l'extrême hétérogénéité des modes de dévolution du pouvoir politico-administratif entre acteurs étatiques, et ce dans des proportions par nature très diversifiées : forces militaires, nouvelles élites économique-financières, de plus en plus marquées par les modèles anglo-saxons, mais aussi appareils de répression.
- 2 Un deuxième axe a plus spécifiquement mis l'accent sur le lien entre les dictatures européennes des années 1940 et l'antisémitisme : deux jeunes chercheurs, Laurent Joly et Tal Bruttman, ont exposé leurs travaux récents sur la politique de persécution mise en place par le régime de Vichy envers les juifs, relatifs pour l'un au commissariat général aux questions juives, objet de sa thèse récente, pour l'autre à la mise en œuvre de l'antisémitisme d'État au niveau départemental. Par ailleurs Florin Turcanu a analysé le cas roumain, en pointant les quelques ambivalences susceptibles d'être lues dans la politique, essentiellement antisémite, du maréchal Antonescu à l'égard des juifs dans la Roumanie des années de guerre.

- 3 Il s'est ensuite agi, troisième série d'interrogations, d'éclairer par trois exemples la richesse de la panoplie politico-administrative dont disposent et que savent utiliser les régimes dictatoriaux. La fonction, légitimatrice et instrumentale du droit, précédemment exposée dans le cas du nazisme par Olivier Jouanjan, a été rappelée, s'agissant du fascisme, par Bernardo Sordi. S'agissant du monde russe et soviétique, Juliette Cadiot a mis en évidence formes de continuité et spécificités de la gestion de la question linguistique entre l'empire tsariste et l'URSS. Enfin, Michel Bonnin, à partir de la politique d'envoi des jeunes instruits à la campagne – qui peut aussi être lue comme une gigantesque opération bureaucratique – a rappelé la nature des relations entre administration et pouvoir dans le régime maoïste.
- 4 Le séminaire a enfin abordé la question de la mémoire des régimes dictatoriaux, à partir d'un exemple idéal-typique : celui, présenté par Danielle Rozenberg, de l'Espagne post-franquiste où l'amnistie fut érigée en quasi politique d'État dans les années suivant la mort du caudillo.

2. Servir l'État en France, XIX^e-XX^e siècle (avec Vincent Duclert, *professeur agrégé*)

- 5 Renouant avec l'étude de l'administration de l'État dans la France contemporaine, le séminaire a cherché à tenir les promesses de son titre, en consacrant plusieurs séances de travail au XIX^e siècle. Il s'est même efforcé de réfléchir à de plus lointaines racines, en demandant à Robert Descimon de dresser un panorama historiographique des conceptions du service de l'État sous l'Ancien Régime. Cette mise en perspective clôturait un premier ensemble de séances, d'ordre méthodologique, où les deux animateurs du séminaire ont présenté d'une part la diversité des travaux d'histoire et de science de l'État menés au cours du XX^e siècle, d'autre part la manière dont se présente aujourd'hui la question des archives en France.
- 6 S'agissant du XIX^e siècle donc, trois présentations de travaux récents ont permis d'analyser les pratiques d'État et le positionnement politique des hauts fonctionnaires dans des contextes variés : aussi bien Emmanuel Fureix étudiant les funérailles nationales sous la Restauration que Quentin Deluermoz à partir de la construction de la police parisienne sous le Second Empire ont mis en évidence le souci du pouvoir politique de professionnaliser les modalités de contrôle de l'espace public. Les acquis des travaux présentés par Bertrand Joly ont par ailleurs souligné l'extrême fragilité du ralliement des fonctionnaires au boulangisme : un tout petit nombre d'individus ont fait leur la cause de Boulanger, et ce pour des raisons souvent purement intéressées, qui ne résistèrent guère à la reprise en main effectuée sans mollesse par le gouvernement.
- 7 D'une autre tenue furent les deux parcours, l'un individuel l'autre collectif, évoqués au cours de nos travaux. Présenté par Vincent Duclert, l'étonnante figure du colonel Émile Mayer (1851-1938), qu'on aurait tort de réduire à la seule fonction de « mentor du général de Gaulle », montre la capacité de l'institution militaire à admettre en son sein des personnages atypiques, sans certes que cette atypicité leur permette de faire carrière. Étudiant quant à elle la destinée des hauts fonctionnaires « modernisateurs » des années 1950 et 1960, Brigitte Gaïti a retracé les conditions de mobilisation et de mise en œuvre de leurs savoirs professionnels au profit des deux figures susceptibles de

concrétiser une ambition politico-administrative, Pierre Mendès France et Charles de Gaulle.

- 8 Enfin, par deux études de cas, Marc Olivier Baruch a cherché à poser les jalons d'une approche sectorielle de l'histoire administrative du XX^e siècle français. Il s'est agi d'une part de faire le point sur le chantier historiographique de l'histoire des femmes dans l'État. À partir de cet exemple, on a pu une fois encore constater que l'étude de l'appareil d'État ne préoccupait guère l'histoire universitaire : depuis les travaux de Guy Thuillier, désormais un peu anciens, seule la sociologie politique, au nom de la parité, a abordé le sujet de la place des femmes dans la sphère politique, sans guère prêter d'attention à la machinerie administrative. Une autre séance a permis de s'interroger sur les relations ambivalentes de la société française face à la figure du fonctionnaire, notamment durant l'entre-deux-guerres. L'analyse des stéréotypes, idéologiques et littéraires, sur lesquels se construit la critique de l'État pourrait permettre de poser les prémisses d'une histoire de l'« administrativophobie », qui mériterait évidemment de plus amples développements.

Publications

Marc Olivier Baruch

- « L'État et les sociétés en guerre en Europe : le cas français », *Histoire, économie et société*, avril-juin 2004, p. 235-246.
- « La gauche et l'État », dans *Histoire des gauches en France, 2, XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*, sous la dir. de J.-J. Becker et G. Candar, La Découverte, 2004, p. 542-562.
- « Die Geburt eines Konzepts ; Über Ambivalenzen in der französischen Beamtenenschaft », dans *Karrieren im Nationalsozialismus ; Funktionseliten zwischen Mitwirkung und Distanz*, G. Hirschfeld et T. Jersak (éd.), Campus Verlag, Francfort/New York, 2004, p. 173-182.
- « Perpetrator networks and the Holocaust. The Spoliation of Jewish property in France, 1940-1944 », dans *Networks of Nazi persecution. Bureaucracy, business and the organisation of the Holocaust*, G. D. Feldman et W. Seibel (éd.), Berghahn Publishers, Oxford/New York, 2005, p. 189-212.
- « André Philip, réflexion et action d'un serviteur de l'État », dans *Redécouvrir André Philip*, sous la dir. de G. Morin, Comité d'histoire économique et financière de la France, 2005, p. 151-163.
- « Qu'est-ce que le fascisme ? », *Critique*, 697-698, 2005, p. 535-548.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe